

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 28/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA PSA - USO

23 RUE DU CAPITAINE GLARNER
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Références : /
Code AIOT : 0006506449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement PSA - USO implanté 23 RUE DU CAPITAINE GLARNER 93400 Saint-Ouen-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 16/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du chantier de réhabilitation de l'ancien site PSA qui a fait l'objet d'un AP de tiers demandeur au profit de l'AP-HP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA PSA - USO
- 23 RUE DU CAPITAINE GLARNER 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506449
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur le site de Saint-Ouen, la société PSA exploitait des installations de fabrication de pièces pour l'industrie automobile.

La cessation des installations a été déclarée le 24 décembre 2019 et un arrêté de tiers demandeur au profit de l'AP-HP, pour un usage hospitalier, a été signé le 20 février 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Avancement du chantier
- Gestion des nuisances
- Préparation de la réception

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des pollutions et des nuisances associées aux travaux de réhabilitation	AP Complémentaire du 20/02/2023, article 7	Sans objet
2	Procédure d'information et d'alerte en cas d'incident/accident	AP Complémentaire du 20/02/2023, article 7.1	Sans objet
3	Prévention de la pollution de l'air	AP Complémentaire du 20/02/2023, article 7.3	Sans objet
4	Prévention des nuisances sonores	AP Complémentaire du 20/02/2023, article 7.4.3	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 20/02/2023, article 8.1	Sans objet
6	Modalités de réception des travaux	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 9.1	Sans objet
7	Délais	AP Complémentaire du 20/02/2023, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de démolition de l'ancien site PSA sont achevés (reste des gravats à évacuer et une partie de la dalle) et les travaux de réhabilitation (excavations) sont en cours.

Le tiers demandeur a mis en place des mesures pour la prévention et le suivi des nuisances (poussières, bruit, vibration), de la pollution (suivi de la qualité des eaux souterraines) et la bonne information du public (site internet, téléphone et mail de contact).

L'échéancier prévu par l'AP devrait être respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : prévention des pollutions et des nuisances associées aux travaux de réhabilitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2023, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont conduites, maintenues et exploitées (y compris les circulations de camions) de manière à minimiser les nuisances (bruits, odeurs, vibrations...) susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p> <p>En particulier, les roues doivent être nettoyées si nécessaire avant l'emprunt des voies de circulation extérieures au site. À défaut, les voiries salies autour du site à cause du chantier doivent être nettoyées dans les meilleurs délais.</p> <p>Les travaux de dépollution doivent être réalisés de telle sorte qu'il ne résulte pas de risque, tant sur le plan environnemental que sanitaire, sur le site et les terrains environnants, en matière</p>

<p>notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de transfert de pollution, • d'incendie ou d'explosion, • de stabilité des bâtiments situés à proximité des zones d'excavation. <p>D'autres solutions peuvent être envisagées et mises en œuvre après accord de l'inspection des installations classées, en particulier si les objectifs de réhabilitation définis dans le plan de gestion et le présent arrêté ne sont pas atteints.</p> <p>Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les dispositions du dossier proposé par l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) et visé à l'article 3 du présent arrêté ou des prescriptions du présent arrêté est porté immédiatement à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le chantier est clôturé et gardienné et équipé d'un lave-roue en sortie.</p> <p>Le tiers demandeur précise que la mise en place de l'évacuation des gravats (bétons issus de la démolition broyés et calibrés sur place) par train et de l'enlèvement des terres non polluées par voie fluviale (par camions jusqu'à Saint-Denis puis par barges) permet d'éviter environ 20 camions par jour pour les gravats et 100 camions par jour pour les terres.</p> <p>Les horaires des convois de camions sont étudiés pour minimiser les nuisances.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Procédure d'information et d'alerte en cas d'incident/accident

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2023, article 7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Information</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) prend toute disposition afin que les riverains puissent signaler les éventuelles nuisances occasionnées par le chantier et que l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) puisse prendre, dans les meilleurs délais, les mesures pour y remédier. Elle en informe le préfet et l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant l'information des riverains, l'AP-HP a mis en place un site internet dédié au chantier avec les résultats de suivi de la qualité de l'air, du bruit et des vibrations et l'actualité.</p> <p>Les riverains peuvent signaler les nuisances ou se renseigner par mail ou par téléphone (mail et numéro affichés sur les panneaux du chantier).</p> <p>Plusieurs actions d'information ont été réalisées : visites des logements voisins, réunions publique (une en octobre et une avant la démolition de la façade).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prévention de la pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2023, article 7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tiers demandeur prend, sur le chantier, toutes les dispositions nécessaires pour limiter au maximum les émissions dans l'atmosphère de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs qui peuvent incommoder le voisinage et nuire à la santé publique ou à la sécurité publique ainsi qu'à l'environnement.</p> <p>En particulier, des dispositions appropriées seront prises pour limiter l'envol de poussières et les nuisances olfactives liées à l'aire de tri et de stockage temporaire des terres polluées et des matériaux de démolition. Si nécessaire, les émissions de poussières sont limitées par bâchage des</p>

<p>matériaux excavés et par arrosage des voies de circulation.</p> <p>Un suivi de l'air ambiant (air extérieur) est réalisé pendant les travaux sur 4 points au moins avec une analyse avant les travaux et un suivi hebdomadaire par la suite. Un suivi quotidien au PID est réalisé. Une manche à air permet de déterminer le sens du vent.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p> <p>Le tiers demandeur met en place avant le début du chantier un plan de prévention et de surveillance des nuisances olfactives liés à son chantier. Il met en œuvre avec réactivité les mesures correctives efficaces en cas de survenue de nuisances olfactives si elles apparaissent, afin de les supprimer et de limiter l'envol de poussières.</p> <p>Une procédure prévoit l'arrêt des opérations et la mise en place de mesures complémentaires en cas d'impact potentiel des riverains.</p> <p>Les polluants qui pourraient être rejetés doivent respecter les valeurs limites fixées par l'Arrêté Ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>Le tiers demandeur a mis en place des balises de mesure des poussières H₂S, NO₂ et réalise des mesures au PID en 4 points du site. Une manche à air est installée.</p> <p>Il y a également un suivi par Radiello en 6 points pour les polluants organiques.</p> <p>Au niveau de la gestion du chantier, les camions et les stockages de terres sont bâchés et les stockages sont limités (évacuation à l'avancement).</p> <p>Des fiches sont réalisées en cas de détection d'odeurs (3 de faites à ce jour).</p> <p>Les résultats du suivi de la qualité de l'air sont disponibles sur le site internet.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 4 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2023, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) afin de limiter au maximum les nuisances sonores du chantier.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est réalisée au démarrage des différentes installations puis un suivi est réalisé tout au long du chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site et susceptibles d'occasionner une gêne pour le voisinage doivent être conformes à la réglementation en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores (notamment les articles R.571-44 à R.571-52 du code de l'environnement).</p> <p>Toute modification d'horaire doit être portée à la connaissance de l'inspection et du préfet le plus tôt possible.</p> <p>Constats :</p> <p>Pour les nuisances sonores, un suivi acoustique et vibratoire hebdomadaire est réalisé sur les mêmes points que les mesures PID.</p> <p>Les résultats sont disponibles sur le site internet.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2023, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi nappe
Prescription contrôlée : Une campagne d'analyse de la qualité des eaux souterraines est réalisée avant le début des travaux. Une surveillance des teneurs en polluants dans les eaux souterraines est réalisée pendant les travaux. Les modalités de surveillance se feront selon un suivi semestriel des paramètres hydrocarbures, COHV (PCE et TCE), pH et conductivité sur au moins 4 ouvrages implantés de façon pertinente.
Constats : Pour la surveillance de la nappe, le site dispose de 5 ouvrages plus un ouvrage en aval côté université accessible pour le moment mais dont la pérennité n'est pas garantie. Une campagne de mesure a été réalisée en novembre 2022 avant les travaux puis une surveillance sur un rythme semestriel et ensuite mensuel (à partir d'octobre 2023) sur les paramètres HCT, COHV, BTEX. Du flottant est détecté sur le pz16 avec une tendance à la hausse de l'épaisseur sur la dernière analyse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Modalités de réception des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Prescription contrôlée : La réception des travaux est réalisée conformément au dossier de substitution de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) transmis le 19 octobre 2022, selon le scénario 1. Pour l'excavation des sols superficiels (remblais), les travaux sont réalisés jusqu'à atteinte de la cote 31,65 mNGF. Pour le traitement de la pollution des sols par excavation, les sols pollués identifiés dans le dossier de substitution sont excavés. En particulier sont excavées les zones de pollutions concentrées en hydrocarbures, les sols pollués aux hydrocarbures de la maille M4-5 et les sols pollués aux hydrocarbures associés (zones de talutage...).
Pour le traitement par pompage écrémage de la phase libre des eaux souterraines, le traitement est mis en œuvre jusqu'à atteinte de la limite technique de la méthode.
Constats : Des analyses de bords et de fonds de fouille sont réalisées pour chaque zone (pack ISDI + COHV, cyanure et 8 métaux, 4 prélèvements par maille en fonds de fouille et 2 prélèvements en bords de fouille tous les 3 m) avec également des analyses de gaz des sols lorsque la zone est considérée comme complètement traitée. Lorsqu'une zone est réceptionnée, les résultats sont intégrés directement dans l'ARR. L'exploitant présente un état des zones traitées à ce jour (phases 1, 2, 3, 4) avec les non-conformités et les reprises. L'inspection rappelle que le seuil de 1 200 mg/kg en hydrocarbures n'a pas été validé comme objectif ni repris dans l'AP tiers demandeur qui prévoit l'élimination de la pollution identifiée, y compris en bordure des zones de pollution concentrées du plan de gestion (talus). Le rapport de fin de travaux doit permettre de contrôler l'atteinte des objectifs de l'AP ce qui inclut de confirmer les hypothèses ayant conduit à valider le plan de gestion (localisation et importance des pollutions, bilan massique...). Le tiers demandeur devra donc justifier les pollutions laissées en place.

Concernant l'ARR, le tiers demandeur indique que des modifications ont été apportées dans le projet d'aménagement. Toutefois, l'usage futur ayant été défini dans l'APTD, le rapport de fin de travaux devra statuer a minima sur l'usage d'hôpital comportant 2 niveaux de sous-sol des activités, une crèche et un espace vert.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Délais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2023, article 14
Thème(s) : Situation administrative, Calendrier
<p>Prescription contrôlée : Le tiers demandeur respecte les échéances suivantes :</p> <p>Délai de transmission de l'attestation de la maîtrise foncière du terrain, ou l'autorisation du propriétaire de réaliser les travaux prescrits : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Délai de transmission de l'attestation des garanties financières : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Durée de réalisation des travaux : excavation des sols (remblais et zones de pollutions concentrées selon scénario 1) et traitement de la phase libre des eaux souterraines : 15 mois.</p>
<p>Constats : Le tiers demandeur indique qu'à ce stade les délais prévus par l'arrêté devraient être respectés. Les terrassements ont commencé le 23 août 2023 et des excavations ont été réalisées sur les parties ouest et sud du site. Le traitement de la zone de pollution la plus importante devrait se faire fin 2023/début 2024.</p> <p>Les dernières évacuations de matériaux sont prévues vers mars 2024 avec une réception en avril et une transmission du rapport de fin de travaux en mai 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite